



Avril 2022
Bureau
Bamako

Revue de presse du Mali

15.04. – 30.04.2022

Bienvenue sur la revue de presse bi-hebdomadaire de Konrad-Adenauer-Stiftung sur le Mali

La revue de presse bi-hebdomadaire a pour but d'explorer et de vous tenir informé sur la situation au Mali et sur des questions sélectionnées relatives à la politique, à l'économie et à l'insécurité.

Contenu

DIPLOMATIE: Mme Annalena Baerbock au Mali et au Niger

MALI Vs CEDEAO !

Toujours pas de compromis... sanctions demeurent

LE MALI FACE AUX SANCTIONS

Contretemps et casse-tête chez les ONG

ECONOMIE

La dette intérieure prend l'ascenseur

POLITIQUE

La levée des sanctions, une nécessité pour Le Cadre d'Échange

SOCIETE

Des manifestants réclament le retrait du Mali de la CEDEAO

DIPLOMATIE

Mme Annalena Baerbock au Mali et au Niger

La ministre allemande des Affaires étrangères Annalena Baerbock a effectué une visite au Mali et au Niger en Afrique de l'Ouest. Au Mali, elle a été reçue en audience par le Président de la Transition, le Colonel Assimi GOÏTA, Chef de l'État, mercredi 13 avril 2022. Cette visite d'amitié et de travail avait pour objectif de réitérer l'engagement de l'Allemagne auprès de la République du Mali, notamment sur le volet de la MINUSMA.

« L'Allemagne ne va pas rompre sa coopération avec le pays, mais mettra plutôt un terme à la mission de formation de l'Union européenne au Mali (EUTM) au profit des Forces armées maliennes. Mais la coopération entre les deux pays se poursuivra sur le volet de la MINUSMA [...] Nous allons continuer à coopérer dans un esprit d'amitié, de partenariat et de façon vraiment étroite », a affirmé la cheffe de la diplomatie allemande au Mali.

Au Niger, la ministre allemande des Affaires Étrangères, Mme Annalena Baerbock, a eu des rencontres avec les plus hautes autorités nigériennes au cours de son séjour et des déplacements dans certaines localités pour constater l'impact de l'intervention de l'agence de la coopération allemande (GIZ) sur les populations rurales.

« Je suis venue au Sahel non seulement pour montrer que nous constatons les risques mais aussi pour vous réitérer notre soutien. Nous sommes là pour vous écouter et vous montrer que vous n'êtes pas seul », a-t-elle souligné.

Elle a saisi cette opportunité pour annoncer un important appui financier pour l'aide au développement que le gouvernement allemand entend accorder aux pays du Sahel. « Ni la crise alimentaire, ni la terreur n'arrêtent l'engagement du gouvernement allemand aux côtés des pays du Sahel », précise-t-elle. Mme Annalena Baerbock.

Actuellement, 300 soldats allemands participent à l'EUTM et quelque 1.100 autres à la Minusma. Les deux mandats expirent fin mai. Le gouvernement fédéral et le Bundestag doivent décider d'ici-là s'ils seront prolongés et, si oui, dans quelle mesure.

LE MALI FACE AUX SANCTIONS

Contretemps et casse-tête chez les ONG

La fermeture des frontières, l'imposition d'un embargo commercial, la suppression de l'aide financière et le gel des avoirs du pays à la Banque Centrale des États d'Afrique de l'Ouest (BCEAO)... ce sont entre autres coups d'assommoir ressentis par le Mali du fait des sanctions décidées par la CÉDÉAO et l'UEMOA. Ces restrictions, qui pèsent sur le quotidien des Maliens, frappent aussi de plein fouet les Organisations Non-Gouvernementales, les faitières et les organisations de la Société civile.

Depuis la mise en place des sanctions, les activités économiques, financières et même humanitaires tournent au ralenti dans le pays. Si une majorité de la population affiche ouvertement son satisfecit pour cette quasi-rupture entre le Mali et le tandem CÉDÉAO-UEMOA, les ONG, quant à elles, font la grise mine. Et à raison. Car, aussitôt les sanctions entrées en vigueur, le microcosme de l'humanitaire malien a vu le flux de son robinet financier se réduire de manière inquiétante.

Essentiellement alimentés par des financements émanant des circuits de coopération de la coopération Internationale, l'Union Européenne et ses pays membres en tête les organismes non-gouvernementaux et autres associations maliennes de développement sont à court d'argent et peinent (c'est un euphémisme !) à poursuivre leurs actions au bénéfice des populations.

Le Coordinateur de l'Association des Jeunes pour le Développement des Communes du Mali (AJDCM), Sabane Touré, déplore une réduction de 50% des activités que son regroupement mène. A cela, il évoque deux raisons principales. La première, dit-il, est liée à la pandémie de coronavirus : « d'abord, depuis un an et demi, le Covid-19 a impacté beaucoup de nos activités prévues dans les communes rurales du Mali. Car les partenaires ont revu leurs apports financiers à la baisse. Clairement, nous sommes présentement réduits à la portion congrue ! ».

En plus du Covid-19, poursuit le coordinateur, la crise avec la CEDEAO est venue s'ajouter comme effet aggravant. De ses explications, les projets-programmes, pour l'exécution desquels l'association recrutait à temps partiel des jeunes pour les enquêtes sociologiques, ont été arrêtés. « Nous avons été contraints de nous séparer de tous ces jeunes enquêteurs qui étaient au nombre d'une soixantaine car, faute de financements, les projets-programmes sont en stand-by », regrette-t-il.

Autre problème soulevé par le coordinateur de l'AJDCM, c'est la quasi-impossibilité des transferts bancaires avec les pays voisins. En guise d'exemple, il a fait savoir qu'à la veille du Forum mondial sur l'eau, qui s'est tenu du 21 au 26 Mars 2022, beaucoup de faitières maliennes n'ont pas pu envoyer de représentants parce que « les inscriptions en ligne et paiements venant du Mali étaient de facto bloqués en conformité des sanctions prises par l'UEMOA et la CÉDEAO ». Et M. Touré d'émettre des inquiétudes sur l'avenir des plannings arrêtés par son association : « Je crains que les mois à venir ne soient plus durs encore parce que les financements que nous attendons des partenaires sont soit suspendus, soit fortement réduits à cause des restrictions sur les transferts bancaires concernant le Mali ». Selon lui, les sanctions contre le Mali empêchent les bailleurs partenaires de faire des transactions importantes vers les comptes bancaires des ONG. Ce qui a donné lieu au ralentissement de l'exécution des projets de développement.

Source: Les Echos-Mali

ECONOMIE

La dette intérieure prend l'ascenseur

Embargo, crise sécuritaire, gel des avoirs à la BCEAO, arrêt de l'aide budgétaire, etc. l'économie malienne est en résilience. Conséquence, la dette intérieure croît au moment où le secteur économique a le plus besoin de liquidité alors qu'il y a des manques à gagner au fisc et à la douane.

Dans une interview inédite parue le mardi 29 mars 2022 dans les colonnes du quotidien national l'Essor, Alousséni Sanou, ministre des finances a bien sûr reconnu l'impact des différentes crises sur notre économie, mais sans être démotivé, il dit compter sur d'autres appuis pour notre pays pour avancer. Selon des chiffres avancés par le ministre Sanou, la mobilisation des recettes fiscales et douanières enregistre des manques à gagner de plusieurs centaines de milliards de F CFA au 1er trimestre 2022, la mobilisation de la dette intérieure doit se chiffrer à 300 milliards de F CFA au 1er trimestre. Les échéances des dettes non honorées sont estimées à 200 milliards de F CFA.

Les pertes et les manques à gagner en cours d'évaluation se chiffrent en centaines de milliards de F CFA. Les impayés sur les remboursements des titres publics des autres pays de l'UEMOA pour le compte des banques maliennes sont dans l'ordre de la dizaine de milliards de F CFA en plus des intérêts de retard dus. Il y a le cumul des échéances à payer avec les différents créanciers extérieurs du Mali estimés au 31 mars à environ 30 milliards de F CFA et 175 milliards de F CFA pour les investisseurs dans les titres publics, soit un total de 205 milliards de F CFA.

Les 300 milliards de mobilisation de dette intérieure, le ministre a en parlé. Il nous revient que les fournisseurs de l'Etat n'ont pas été payés depuis environ 5 mois soit depuis octobre 2021.

Source: Mali Tribune

L'économie malienne plombée par les coupures d'électricité

La crise du géant public de l'électricité EDM (Energie Du Mali) empire. Depuis des semaines, des coupures d'électricité s'enchaînent. Une situation aux conséquences lourdes sur l'économie du pays.

Le réseau électrique ne supporte plus la consommation du pays. Depuis des semaines, la société Energie du Mali (EDM-sa) qui alimente l'essentiel du réseau national peine à fournir l'électricité. Une énième crise qui affecte les entreprises. « Ce sont des temps difficiles », a reconnu, Maïmouna Cissé, employée dans une fabrique de savon, « et les petites et grandes entreprises doivent travailler dans des conditions compliquées ».

Des secteurs entiers fonctionnent au ralenti en raison de ces coupures intempestives. Les pertes sont constatées chez les petites productrices de glace, les vendeuses de poissons frais, les boutiquiers, les menuisiers métalliques en ont besoin, de même que les services même s'ils ont souvent des générateurs d'urgence...

Même pour les entreprises qui possèdent un générateur, l'alimentation en diesel représente un coût important. « Si EDM continue ainsi, tous les jours, cela va provoquer une contraction d'une partie de l'économie », prévient Issa Sissoko, étudiant en économie. Une prévision inquiétante, alors que les lourdes sanctions économiques et financières de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO) affectent le Mali déjà impacté par la crise sécuritaire.

Source : l'Informateur

POLITIQUE

La levée des sanctions, une nécessité pour Le Cadre d'Échange

Dans son communiqué, le cadre d'échange des partis politiques qui est un regroupement politique opposé à la politique des autorités de la transition, a insisté sur la nécessité de la levée des sanctions. « La solution à tous ces maux qui constituent le lot quotidien de chaque malien et de chaque malienne est la levée immédiate des sanctions de la CEDEAO », précise t-on avant d'ajouter : « La levée des sanctions contre le Mali est possible. La levée des sanctions contre le Mali est urgente. La levée des sanctions contre le Mali ne peut plus attendre. La levée des sanctions contre le Mali est indispensable ».

Pour ces opposants au pouvoir, les populations maliennes sentent beaucoup ces sanctions. « Nos mères, nos sœurs, nos épouses et l'ensemble des populations sont désemparés devant la flambée des prix des produits de première nécessité. Des secteurs économiques entiers sont confrontés à d'énormes difficultés dans le domaine du BTP (Bâtiment et Travaux Publics) notamment la quincaillerie, les matériaux de construction comme le sable et le gravier, la hausse des prix du carburant qui a entraîné une augmentation du coût des transports inter-urbains ; les coupures d'électricité, sont devenues le quotidien de nos braves populations qui souffrent le martyr », lit-on dans le communiqué.

SOCIETE

Des manifestants réclament le retrait du Mali de la CEDEAO

En début du mois d'avril, Des centaines de manifestants ont exigé le retrait du Mali de la CEDEAO. Quelles seraient les conséquences d'un tel scénario ?

A l'appel de plusieurs organisations de la société civile, les manifestants, à l'aide de banderoles et de slogans hostiles à la CEDEAO ainsi qu'à la France, se sont retrouvés place de l'Indépendance à Bamako ce vendredi (01.04). Ils ont notamment réclamé l'autonomie monétaire du Mali qui est depuis le 9 janvier sous le coup de sanctions. Les manifestants souhaitent aussi que le Mali se retire de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest. Pour le moment, les autorités de la transition malienne n'évoquent pas cette éventualité, du moins pas officiellement.

Un coup dur à l'économie du Mali

Quitter la CEDEAO pourrait ainsi porter un coup dur à l'économie du Mali si les Etats membres de l'institution décidaient de suspendre leurs échanges avec Bamako. Déjà les sanctions actuelles de la CEDEAO pèsent sur le Mali. Dans le domaine des transports par exemple, de nombreuses commandes sont bloquées sur l'axe Dakar-Bamako, l'une des principales routes d'approvisionnement du Mali. Des produits essentiels à l'économie malienne comme le ciment et le fer, les voitures d'occasion importées depuis l'Europe par les ports ou encore le matériel informatique et les équipements de transport sont quant à eux totalement bloqués.

Prendre ses distances vis-à-vis de la CEDEAO reviendrait pour le Mali à tourner le dos à une organisation qui constituait en 2019 un marché de plus de 350 millions de consommateurs, avec des pays membres générant au total un PIB de 730 milliards de dollars.

Konrad-Adenauer-Stiftung e. V.

Ulf Laessing, Directeur régional programme Sahel
basé à Bamako

Aminata Traore, Assistante de Programme / rédactrice
en chef de la revue de presse

Bureau du programme Régional Sahel / Bamako

www.kas.de/Sahel

<https://twitter.com/RegionalSahel>

www.facebook.com/profile.php?id=100078030371507

Ulf.laessing@kas.de / Aminata.traore@kas.de

Badalabougou - Est
Bamako/Mali
B.P. E 1247
Téléphone:
+223-20.23.00.36
Info.bamako@kas.de
www.kas.de/sahel

www.kas.de